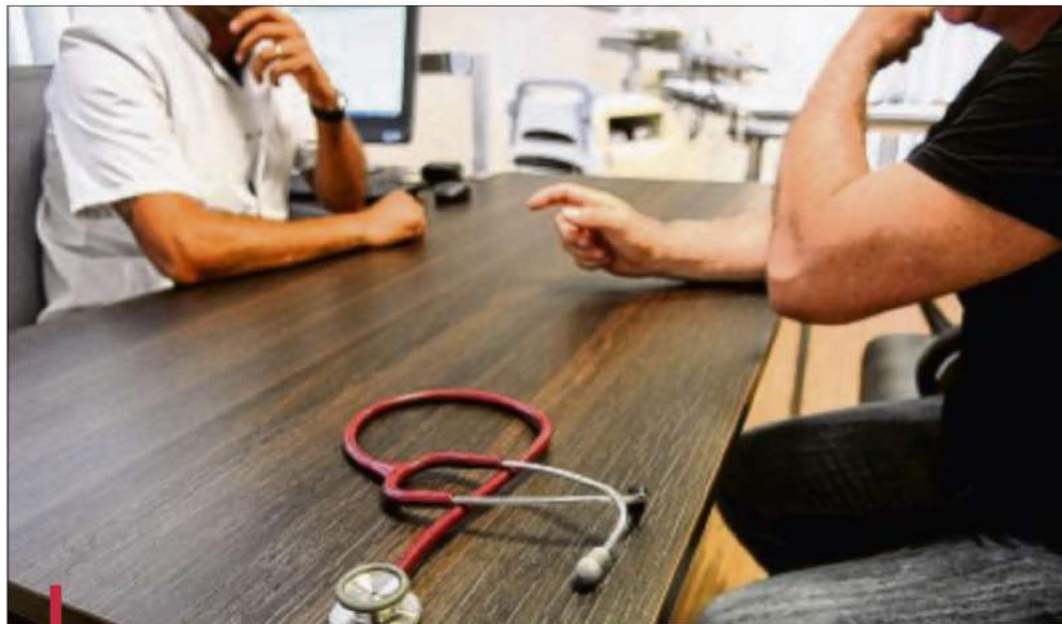


# Malaise pour la santé sur le territoire de la Motte-Turriers

Le secteur n'a plus de médecins à temps complet. Les élus et l'ARS étudient des solutions

**E**n créant en 2005 la première Maison médicale du département, la commune de la Motte-du-Caire a été visionnaire. De nos jours, ces structures qui réunissent plusieurs professionnels de la santé au sein de locaux adaptés ont le vent en poupe et constituent même un moyen de lutter contre la désertification médicale en milieu rural. Sisteron ainsi que d'autres villes du département sont en train d'en ouvrir une.

Ironie du destin, c'est cette même commune de la Motte-du-Caire et à travers elle tout son bassin de vie qui se retrou-



Ironie de l'histoire, la Motte-du-Caire qui avait créé en 2005 la première Maison médicale du département ne dispose plus aujourd'hui que d'un médecin quelques heures par semaine. / PHOTO ARCHIVES

**"On s'est fait promener pendant trois mois"**

ve aujourd'hui impacté par le manque de médecins alors qu'elle dispose de l'équipement adéquat. Son précédent médecin qui officiait aux soins des habitants depuis 1999 a pris sa retraite. Un nouveau professionnel devait le remplacer début juin... le village l'attend toujours. Les interventions multiples du maire Pa-

trick Massot auprès du conseil de l'Ordre des médecins n'y changeront rien.

"On s'est fait promener pendant trois mois, commentait l'élu lundi lors d'une réunion d'informations de la population sur ce sujet. "On nous a fait croire que la population disposerait d'un nouveau médecin alors qu'il était couru d'avance

qu'on n'en aurait pas." Depuis ce jour, la commune et son bassin de vie ne disposent plus que d'un médecin à mi-temps, quelques heures par semaine. "Beaucoup de gens ici sont désespérés, commencent à partir vers Sisteron. S'il n'y a plus de médecins c'est la mort du village." À ses côtés Christelle Armandi, responsable de service

à la CPAM de Digne et Anne Hubert, délégué de l'ARS (Agence régionale de la santé) acquiesce.

Une situation de désertification médicale qui pose en toile de fond la sempiternelle question de comment attirer les médecins en zone rurale ? Les représentants de l'ARS ont énuméré les mesures prises face à

cette problématique comme la formation de jeunes internes sur le territoire. "Il y a quatre ans, seuls deux médecins du département accueilleraient des internes indiquait Anne Hubert. Nous avons fait en sorte qu'ils prennent de leurs temps dans ce but. Un interne formé à la médecine rurale sur le territoire a beaucoup plus de chances d'y rester. Et nous avons eu de belles installations. Aujourd'hui on a 21 maîtres de stages dans le département."

"Attendre six mois pour avoir un médecin, ce n'est pas suffisant, martelait Jean-Jacques Lachamp, président de l'intercommunalité de la Motte-Turriers. Il y a une responsabilité de l'État dans la répartition des médecins sur le territoire national. "Tous les présents à la réunion à laquelle participaient des maires des communes voisines et le sénateur Jean-Yves Roux se sont mis à évoquer des solutions possibles à cette pénurie (voir ci-dessous). Mais selon toute vraisemblance ce ne sera pas avant la fin de l'année. Ceci alors que la commune dispose d'une Maison médicale adaptée qu'elle est prête à remettre à un médecin clé en main.

Maxime LANCESTRE

## Plusieurs solutions envisagées... Mais aucune dans l'immédiat

Que faire pour attirer des médecins en zone rurale ? "Les médecins en zone rurale sont aidés, à hauteur de 6 000 € bruts par mois pendant deux ans et ça ne suffit pas déplore Patrick Massot. Et ce n'est pas tout, outre ce revenu garanti quand ils s'installent sur ces zones, ils bénéficient d'exonérations fiscales et de rémunérations d'astreintes pour la permanence des soins. Mais face à cette problématique nationale les dispositifs d'aides financières montrent leurs limites. "Être un médecin en campagne cela

n'intéresse plus personne, commentait le maire d'une commune voisine. Ils s'inquiètent pour leur vie de famille." Les horaires à rallonge, l'absence souvent de remplacement ou encore le manque d'équipements ou de possibilités de travail pour leur conjoint en zones rurales leur font privilégier les grandes villes. "Les médecins s'installent où ils le souhaitent, il n'y a pas de dispositifs de contraintes là-dessus rappelait Anne Hubert de l'ARS. Parmi les solutions évoquées à la Motte-du-Caire : aller solliciter les internes de la faculté



Les élus et l'ARS ont énuméré différentes options. / PHOTO M.L.

de médecine de Marseille et Nice, s'adresser aux médecins urgentistes de Gap/Sisteron ou

encore mutualiser les moyens avec la (future) maison de santé de Sisteron le temps de trouver

un autre médecin. "On voit des gens de la Motte venir à Sisteron, intervenait Karima Gully, conseillère municipale de Sisteron. On a pensé à cette solution, mais on ne peut pas à l'heure actuelle déplacer un médecin un jour par semaine sur la Motte."

Le médecin qui serait prêt à le faire ayant pour l'heure des contraintes familiales. Des noms d'autres médecins extérieurs au territoire et susceptibles d'être intéressés ont été évoqués. Reste à espérer que ces pistes portent leurs fruits.

M.L.